



Le Quotidien

Statistique Canada

Le lundi 10 mars 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises, 2006 2

L'endettement total des entreprises canadiennes a augmenté pour une troisième année consécutive en 2006 et, encore une fois, les grands emprunteurs étaient à l'origine d'une grande part de l'augmentation. Les fournisseurs commerciaux de financement ont déclaré que leurs clients d'affaires canadiens leur devaient un montant estimatif de 444,3 milliards de dollars, en hausse de 10,7 % par rapport à 2005.

Étude : Sécurité du revenu à la retraite de la population active, 1983 à 2004 5

Selon une nouvelle étude, les travailleurs canadiens avaient en moyenne à l'âge de 75 ans, âge où la plupart étaient à la retraite, un revenu familial disponible correspondant à 80 % du revenu qu'ils avaient à l'âge de 55 ans, lorsqu'ils travaillaient. Toutefois, la mesure dans laquelle ils maintenaient leur revenu durant la retraite variait selon leur niveau de revenu.

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports, 2007 8

Transport et distribution de gaz naturel, avril à juin 2007 8

Sondage sur la langue de travail, 2007 8

Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés, novembre 2007 9

Nouveaux produits 10



Communiqués

Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises

2006

La dette totale des entreprises canadiennes a augmenté pour une troisième année consécutive en 2006 et, encore une fois, les grands emprunteurs étaient à l'origine d'une grande part de l'augmentation.

Les fournisseurs commerciaux de financement, notamment les banques, les sociétés de financement et les sociétés d'assurances, ont déclaré que leurs clients d'affaires canadiens leur devaient un nombre estimatif de 444,3 milliards de dollars, en hausse de 10,7 % par rapport à 2005.

Dans l'ensemble, environ 2 millions de prêts aux entreprises avaient été accordés au 31 décembre 2006, en hausse de 85 300, soit de 4,4 %, par rapport à l'année précédente.

Les grandes entreprises, celles dont le montant autorisé atteint 5 millions de dollars ou plus, étaient à l'origine de 57,0 % de la dette totale en 2006. En comparaison, les entreprises ayant un montant autorisé de moins de 1 million de dollars, habituellement de petites et moyennes entreprises, avaient une dette totale qui constituait 21,4 % de la dette totale.

La dette totale des grandes entreprises représentait 253,1 milliards de dollars, en hausse de 15,3 % par rapport à 2005. Ces grandes entreprises représentaient les trois quarts de l'augmentation de 43,1 milliards de dollars de la dette totale entre 2005 et 2006.

En 2006, 7 800 nouveaux prêts ont été accordés à des grandes entreprises, en hausse de 8,9 % par rapport à l'année précédente. En comparaison, les petites et moyennes entreprises ont obtenu 77 500 nouveaux prêts, en hausse de 4,2 %.

En ce qui a trait aux types de prêts accordés et non remboursés, la majeure partie de la dette provenait d'instruments de prêt à terme, qui comprennent les prêts à long terme, les prêts hypothécaires et le crédit général. Leur part de la dette non remboursée est passée de 61,1 % en 2005 à 70,5 % en 2006. Rétrospectivement, la part du marché de cette catégorie de financement fait ressortir une croissance graduelle.

La tendance à la hausse observée au cours des dernières années s'explique par la croissance des prix des produits de base, par l'augmentation des dépenses d'investissement des entreprises des secteurs du

Note aux lecteurs

Statistique Canada mène l'Enquête auprès des fournisseurs de services de financement aux entreprises en collaboration avec Industrie Canada et le ministère des Finances, dans le cadre d'un vaste programme de recherche sur le financement des petites et moyennes entreprises.

Étant donné que la plupart des fournisseurs de services de financement ne recueillent pas de données sur l'effectif de leurs clients d'affaires, on leur a demandé de regrouper ces derniers selon l'importance du montant autorisé, c'est-à-dire le montant maximal que ces clients étaient autorisés à emprunter. Il est à noter que l'importance du montant autorisé est utilisée dans cette enquête à la place de la taille de l'entreprise parce qu'on ne dispose pas d'indicateurs d'effectif.

L'enquête se fonde sur un recensement d'entreprises de certaines branches du secteur financier et de celui de la location à bail, y compris des entreprises d'État, dont l'actif s'élevait à 5 millions de dollars ou plus. Les administrations publiques, les organismes privés sans but lucratif, les fournisseurs de financement étrangers et les fournisseurs de financement informel, par exemple les investisseurs providentiels et les membres de la famille, sont exclus de l'enquête.

pétrole, du gaz et des mines et par l'effervescence de la construction résidentielle et non résidentielle ainsi que par le marché de l'immobilier à l'échelle du Canada.

Les banques demeurent les principaux fournisseurs de financement par emprunt

Les banques canadiennes demeuraient les principaux fournisseurs de financement par emprunt sur le marché canadien des prêts aux entreprises, ayant été à l'origine de plus de la moitié (52 %) de l'ensemble de l'encours de crédit aux entreprises.

En 2006, l'encours du financement par emprunt aux entreprises canadiennes était de 231,2 milliards de dollars, en hausse de 10,1 %, ou de 21,2 milliards de dollars, par rapport à 2005.

La part du marché des banques canadiennes diminue lentement depuis le début de l'enquête en 2000. Cependant, elle a très peu varié entre 2005 et 2006.

Le crédit total accordé par des sociétés de financement (notamment des entreprises d'État) a augmenté de 16,0 % par rapport à 2005 pour atteindre 56,3 milliards de dollars. Il s'agit de la croissance annuelle la plus forte observée parmi tous les fournisseurs.

De 2005 à 2006, la part de marché des sociétés de financement a donc augmenté pour passer de 12,1 % à 12,7 % de l'ensemble du marché des prêts aux entreprises.

Fournisseurs de services de financement aux entreprises

	2001	2002	2003 ^r	2004 ^r	2005 ^r	2006
	part du marché en %					
Banques canadiennes	56	54	54	54	52	52
Autres banques	11	11	11	12	13	13
Coopératives de crédit et caisses populaires	8	9	10	10	10	10
Sociétés de financement	11	12	11	11	12	13
Gestionnaires de portefeuille, sociétés de capital de risque et fonds financiers	3	3	2	2	2	2
Sociétés d'assurances	11	11	12	11	11	10

^r révisé

Les provinces : les hausses les plus importantes pour la dette active s'observent dans l'Ouest canadien

Les entreprises de l'Ontario étaient à l'origine de la plus grande part de la dette totale en 2006, mais la plupart des fortes augmentations ont eu lieu dans les provinces de l'Ouest et au Yukon.

La valeur de la dette en Ontario représentait 42,6 % de la dette totale, suivie de celle de l'Alberta (16,6 %), de celle du Québec (16,0 %) et de celle de la Colombie-Britannique (13,3 %). La part de marché a augmenté en Ontario et en Alberta, mais elle a diminué au Québec.

L'encours de la dette des entreprises, par province et territoire

	2005 ^r		2006	
	millions de \$	part du marché en %	millions de \$	part du marché en %
Terre-Neuve-et-Labrador	2 794,3	0,7	2 759,6	0,6
Île-du-Prince-Édouard	1 619,1	0,4	1 529,2	0,3
Nouvelle-Écosse	9 413,2	2,3	10 165,1	2,3
Nouveau-Brunswick	6 155,2	1,5	6 051,5	1,4
Québec	78 202,7	19,5	71 195,9	16,0
Ontario	160 068,4	39,9	189 476,4	42,6
Manitoba	13 963,5	3,5	15 477,3	3,5
Saskatchewan	14 332,7	3,6	13 696,3	3,1
Alberta	60 486,4	15,1	73 853,6	16,6
Colombie-Britannique	53 313,7	13,3	59 212,3	13,3
Yukon	273,1	0,1	356,9	0,1
Territoires du Nord-Ouest	453,2	0,1	390,1	0,1
Nunavut	163,5	0,0	164,9	0,0
Total, Canada	401 239,1	...	444 329,1	...

... n'ayant pas lieu de figurer

^r révisé

Au Yukon, la valeur des prêts accordés a progressé de 30,7 % pour atteindre 356,9 millions de dollars, ce qui constitue la plus grande augmentation en pourcentage.

Cependant, ce montant ne représentait que 0,1 % de la dette active nationale totale en 2006.

En Alberta, la valeur du crédit accordé représentait 73,9 milliards de dollars, en hausse de 22,1 % par rapport à 2005, soit la plus forte croissance observée parmi les provinces. En Ontario, la valeur de la dette a augmenté de 18,4 % pour atteindre 189,5 milliards de dollars.

La majeure partie de la forte croissance dans l'Ouest est attribuable à l'effervescence liée aux ressources et aux investissements de l'exploration pétrolière, gazière et minière et des activités connexes.

L'essor dans l'Ouest se reflète dans la croissance du financement par emprunt par secteur

La demande de crédit aux entreprises variait grandement selon les secteurs d'activité au Canada en 2006.

Ensemble, trois secteurs représentaient plus du tiers (35 %) de la dette active totale, soit les services immobiliers et les services de location et de location à bail, le secteur de la fabrication et le secteur de l'agriculture.

Cependant, la dette a augmenté le plus dans le cas des entreprises de services publics, qui ont affiché une croissance de 71,3 % pour un total de 14,4 milliards de dollars, ainsi que dans le cas des industries de l'information et des industries culturelles, qui ont enregistré une augmentation de 62,0 % pour un total légèrement supérieur à 12,1 milliards de dollars.

Proportionnellement, la dette totale des services immobiliers et des services de location et de location à bail était de 51,8 milliards de dollars, soit 11,7 % du total, la part la plus importante. Le secteur de la fabrication suivait de près, ayant une dette totale de 51,7 milliards de dollars, représentant 11,6 % du total.

D'autres changements reflétaient la croissance de secteurs en Alberta et dans les autres provinces de l'Ouest. Toutes les industries primaires, notamment celles de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse ainsi que celles de l'extraction minière et de l'extraction pétrolière et gazière ont constaté une hausse de leur dette totale en 2006. Ces industries avaient une dette totale de 83,9 milliards de dollars, en hausse de 16,7 % par rapport à l'année précédente.

Les entreprises du secteur du transport et de l'entreposage avaient une dette totale de près de 21,1 milliards de dollars, en hausse de 23,3 %. Le secteur de la construction avait une dette de près de 31,8 milliards de dollars, en hausse de 16,6 %.

Le secteur de la finance et des assurances a connu une nouvelle croissance après avoir enregistré une diminution l'année précédente, sa dette totale s'élevant à 35,8 milliards de dollars, en hausse de 12,0 %.

Le crédit-bail est dominé par les sociétés de financement

La valeur totale du financement par crédit-bail en 2006 a augmenté de 5,7 % pour atteindre 22,1 milliards de dollars.

Parmi les fournisseurs commerciaux de financement au Canada, ce sont les sociétés de financement qui conservent la plus grande part du marché (47,6 %). Elles ont déclaré une valeur totale des prêts accordés de 10,5 milliards de dollars, en hausse de 4,0 % par rapport à 2005.

Les sociétés de crédit-bail détenaient 24,8 % de la valeur totale des crédits ainsi accordés, soit 5,5 milliards de dollars, les banques canadiennes détenant, quant à elles, 16,7 %, ou 3,7 milliards de dollars, de la valeur totale des crédits accordés en 2006.

Consultez notre site Web pour obtenir un résumé des tableaux de données de 2006. Le site Web d'Industrie Canada offre un ensemble complet de tableaux de données (<http://sme-fdi.ic.gc.ca>).

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2514.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jason Leonard au 613-951-5593 (jason.leonard@statcan.ca) ou avec Sana Yousuf au 613-951-2486 (sana.yousuf@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie.

L'encours de la dette des entreprises, par industrie

	2005 ^r		2006	
	millions de \$	part du marché en %	millions de \$	part du marché en %
Agriculture	46 429,6	11,6	50 092,2	11,3
Ensemble des autres industries primaires	25 411,3	6,3	33 781,4	7,6
Services publics	8 407,1	2,1	14 402,3	3,2
Construction	27 228,7	6,8	31 755,7	7,1
Fabrication	51 633,8	12,9	51 693,9	11,6
Commerce de gros	16 564,0	4,1	16 185,4	3,6
Commerce de détail	35 512,1	8,9	36 617,2	8,2
Transports et entreposage	17 068,1	4,3	21 050,9	4,7
Information et culture	7 490,5	1,9	12 135,0	2,7
Finance et assurances	32 008,8	8,0	35 840,2	8,1
Services immobiliers, de location et de location à bail	51 934,3	12,9	51 800,9	11,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	12 323,3	3,1	11 663,3	2,6
Éducation et santé	13 897,2	3,5	18 466,3	4,2
Divertissement et hébergement	17 658,7	4,4	20 925,9	4,7
Ensemble des autres industries, inconnues	37 671,6	9,4	37 918,4	8,5
Total, ensemble des industries	401 239,1	...	444 329,1	...
Industries du savoir	21 813,8	5,4	28 689,2	6,5

... n'ayant pas lieu de figurer

^r révisé

Étude : Sécurité du revenu à la retraite de la population active

1983 à 2004

Selon une nouvelle étude, les travailleurs canadiens avaient en moyenne à l'âge de 75 ans, âge où la plupart étaient à la retraite, un revenu familial disponible correspondant à 80 % du revenu qu'ils avaient à l'âge de 55 ans, lorsqu'ils travaillaient. Toutefois, la mesure dans laquelle ils maintenaient leur revenu durant la retraite variait selon leur niveau de revenu.

Les revenus disponibles des travailleurs canadiens mieux nantis ont baissé sensiblement après la retraite, mais ceux des personnes à faible revenu ont relativement peu changé.

L'étude s'est appuyée sur les données de la banque de Données administratives longitudinales de Statistique Canada pour déterminer dans quelle mesure les personnes âgées de 55 ans pouvaient maintenir leur revenu familial durant leurs années de retraite, et ce, jusqu'à l'âge d'environ 75 ans. La période à l'étude allait de 1983, lorsque les personnes visées avaient 55 ans, à 2004, quand elles avaient atteint l'âge de 76 ans.

L'étude a révélé que dans le cas des travailleurs qui avaient un revenu moyen à l'âge de 55 ans, le revenu familial disponible a baissé après qu'ils ont atteint l'âge de 60 ans. Il a ensuite diminué jusqu'à l'âge de 68 ans, puis il s'est stabilisé pour se situer à environ 80 % du niveau de revenu qu'ils avaient à l'âge de 55 ans.

Le revenu des travailleurs à faible revenu (ceux se situant dans les 20 % inférieurs de la répartition du revenu) a peu changé après qu'ils ont atteint l'âge de 55 ans, et au fil des années de retraite. Cela était attribuable dans une large mesure aux effets de maintien du revenu du système de pensions publiques.

Ces travailleurs à faible revenu ont connu des niveaux élevés d'instabilité du revenu personnel vers la fin de la cinquantaine et au début de la soixantaine. Toutefois, après la retraite, leur revenu s'est stabilisé.

En revanche, les travailleurs mieux nantis se situant dans les 20 % supérieurs de la répartition du revenu avaient subi des baisses de revenu importantes au moment d'atteindre 75 ans.

Ces conclusions sont importantes étant donné le vieillissement de la population. La proportion de retraités dans la population est appelée à augmenter sensiblement.

Par conséquent, le degré de bien-être financier des personnes âgées deviendra probablement une question importante. La mesure dans laquelle le revenu d'une personne à l'âge de, par exemple, 55 ans est remplacé durant les années de retraite est un aspect important du maintien du mode de vie précédant la retraite.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué est fondé sur un document de recherche intitulé «Sécurité et stabilité du revenu à la retraite au Canada», 1983 à 2004, qui paraît aujourd'hui. Cette étude s'appuie sur la banque de Données administratives longitudinales de Statistique Canada pour déterminer la mesure dans laquelle les personnes qui prennent leur retraite maintiennent le niveau de revenu disponible qu'elles avaient à l'âge de 55 ans au fil de leurs années de retraite, jusqu'à l'âge de 76 ans.

L'étude porte uniquement sur les personnes occupées ayant des gains annuels d'au moins 10 000 \$ à l'âge de 55 ans. Cette restriction est nécessaire en raison de caractéristiques particulières des données. Les personnes à très faible revenu sont exclues de l'étude, qui ne porte donc pas sur le faible revenu durant les années de retraite, lequel a baissé fortement au cours des 30 dernières années. L'étude porte sur la question de savoir dans quelle mesure les Canadiens actifs maintiennent à la retraite leurs niveaux de revenu et donc leurs modes de vie.

Plusieurs personnes font des économies pour leur retraite en accumulant des actifs financiers et en augmentant leurs capitaux propres par la propriété de la maison qu'ils occupent. Les effets de la réduction de ces actifs par désépargne sur les possibilités de consommation ne sont pas compris dans cette étude.

Fortes variations des «taux de remplacement du revenu»

L'étude a permis de calculer le «taux de remplacement du revenu», qui est le revenu familial après impôts et transfert à un âge donné, par exemple, 75 ans, comparativement au revenu familial après impôts et transfert de la même personne lorsqu'elle était âgée de 55 ans. Ces taux variaient selon que la personne appartenait à une famille riche ou pauvre. Dans l'analyse, on a également tenu compte des changements liés à la taille de la famille avant la retraite et après la retraite.

L'étude a révélé qu'en moyenne plus le revenu disponible à l'âge de 55 ans était élevé, plus la part du revenu remplacé à la retraite était petite.

Les travailleurs les mieux nantis, ceux se situant dans les 20 % supérieurs de la répartition du revenu à l'âge de 55 ans, ont remplacé, en moyenne, environ 70 % de leur revenu après l'âge de 70 ans.

Toutefois, à l'âge de 75 ans, ces travailleurs avaient un revenu familial moyen de 90 000 \$ après impôts pour une famille de deux personnes. Environ 40 % de ce revenu provenait de régimes de pension privés ou de régimes enregistrés d'épargne-retraite, 28 %, de gains de placements et de gains en capital, et environ 18 %, de régimes de pension publics ou de la sécurité de la vieillesse.

Le revenu des personnes se situant dans les 20 % des familles les plus pauvres à l'âge de 55 ans a relativement peu varié au fur et à mesure que ces

personnes ont vieilli. Elles ont maintenu environ 100 % de leur revenu disponible parce que leurs gains des années antérieures ont été remplacés par le revenu du Régime de pensions du Canada ou du Régime des rentes du Québec (RPC/RRQ), la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG).

À l'âge de 75 ans, ces travailleurs ont déclaré un revenu familial après impôts moyen d'environ 30 000 \$ pour une famille de deux personnes. Environ 60 % de ce revenu provenait du RPC/RRQ, de la SV ou du SRG.

Les travailleurs qui avaient un revenu moyen à l'âge de 55 ans ont remplacé entre 75 % et 80 % de leur revenu familial jusqu'à l'âge de 75 ans.

Certains travailleurs ont toutefois affiché des taux de remplacement faibles. L'étude a révélé qu'à l'âge de 75 ans, environ un cinquième des travailleurs avaient remplacé moins de 60 % du revenu après impôts qu'ils avaient à l'âge de 55 ans.

La différence entre les taux de remplacement élevés et faibles tient aux sources de revenu

Deux personnes dont le revenu familial à l'âge de 55 ans est identique peuvent avoir des niveaux de revenu différents à l'âge de 75 ans, selon leurs sources de revenu.

L'étude a permis de déterminer quelles sources de revenu précédant la retraite étaient liées aux taux de remplacement du revenu élevés ou faibles. À cette fin, l'étude a surtout porté sur la situation des personnes à revenu moyen qui avaient environ les mêmes niveaux de revenu à 55 ans. À la retraite, certains de ces travailleurs avaient des taux de remplacement de plus de 100 % et d'autres, de moins de 60 %.

Au début de la retraite, à 65 ans, la différence entre les taux de remplacement faibles et élevés s'expliquait par des différences sur le revenu d'emploi ainsi que par des revenus de placements et des gains en capital. Ensemble, ils représentaient 90 % de la différence au chapitre du revenu à l'âge de 65 ans entre les travailleurs aux taux de remplacement faibles et ceux aux taux de remplacement élevés.

À l'âge de 75 ans, toutefois, le principal facteur déterminant d'un taux de remplacement élevé ou faible était l'accès à un régime de pensions privé. Cette source de revenu à elle seule expliquait 45 % de l'écart entre les niveaux de revenu des deux groupes.

Les gains de placements et les gains en capital étaient à l'origine de 27 % de la différence de revenu à l'âge de 75 ans.

L'instabilité du revenu familial diminue fortement à la retraite

L'instabilité du revenu fait référence à la variation d'une année à l'autre des niveaux de revenu d'une famille donnée. Des niveaux plus élevés d'instabilité du revenu, c'est-à-dire des variations plus fortes, peuvent influencer sur les niveaux de consommation d'une année à l'autre, créant de l'incertitude et du stress.

Pour mesurer l'instabilité, l'étude a permis d'examiner l'écart du revenu par rapport au revenu moyen de la famille au cours d'une période de cinq ans. Si le revenu de la famille était le même au cours de chacune de ces cinq années, l'écart serait de zéro. Toutefois, le degré d'instabilité serait relativement élevé si le revenu moyen de la famille était, par exemple, de 40 000 \$ au cours des cinq années et si chaque année il avait fluctué de 25 % au-dessus ou en dessous de cette moyenne.

L'étude a montré que l'instabilité diminue grandement tant chez les familles à faible revenu que chez celles à revenu élevé au fur et à mesure que les travailleurs vieillissent.

Vers la fin de la cinquantaine, le revenu familial moyen des 20 % des travailleurs se situant dans la tranche inférieure de la répartition du revenu (les familles les plus pauvres dans notre échantillon, en se rappelant toutefois que les personnes gagnant moins de 10 000 \$ à l'âge de 55 ans ont été exclues de l'échantillon) fluctuait d'environ 25 % en raison de l'instabilité des gains d'emploi. En revanche, le revenu des 20 % des familles les plus riches ne fluctuait que d'environ 18 % aux mêmes âges.

Cependant, l'instabilité du revenu a généralement diminué au fur et à mesure du vieillissement des travailleurs. Elle a toutefois décliné davantage dans le cas des familles à faible revenu par rapport à celles ayant un revenu élevé. Au moment d'atteindre 70 ans, le revenu familial pour les deux groupes affichait généralement un écart d'environ 10 % seulement par rapport à la moyenne sur cinq ans.

Cette diminution de l'instabilité était dans une large mesure associée au remplacement de gains d'emploi moins stables par un revenu plus stable provenant de régimes de pension publics, de la SV et du SRG, ou de régimes de pension privés.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4107.

L'étude «Sécurité et stabilité du revenu à la retraite au Canada», qui fait partie de *Direction des études analytiques : documents de recherche*

(11F0019MIF2008306, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

On peut trouver d'autres études connexes de la Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail dans la publication *Mise à jour des études analytiques* (11-015-XIF, gratuite), laquelle est également accessible à partir de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sébastien LaRochelle-Côté au 613-951-0803, Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. ■

Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : principaux aéroports

2007

Pour une troisième année, les décollages et les atterrissages dans les aéroports canadiens dotés d'une tour de contrôle ou d'une station d'information de vol de NAV CANADA ont augmenté en ce qui a trait aux comparaisons d'une année à l'autre. Ces 95 aéroports ont déclaré 6,07 millions de mouvements en 2007 comparativement à 5,67 millions de mouvements en 2006, en hausse de 6,9 % (+392 705 mouvements). Le nombre total de mouvements d'aéronefs avait affiché une tendance à la baisse depuis le plus récent sommet, lequel avait été atteint en 1999 (6,64 millions).

Les mouvements itinérants (les mouvements d'un aéroport vers un autre) ont progressé pour une troisième année consécutive, en hausse de 3,6 % (+148 890 mouvements) en 2007 par rapport à 2006.

Les mouvements locaux (les mouvements des aéronefs qui demeurent dans les environs de l'aéroport déclarant) se sont accrus pour une deuxième année, en hausse de 15,6 % (+243 815 mouvements) en 2007 par rapport à 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 401-0023 à 401-0036.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2715.

Le numéro de 2007 de la publication *Statistiques relatives aux mouvements d'aéronefs : Tours et stations d'information de vol de NAV CANADA : Rapport annuel* (51-209-XWF, gratuite) sera accessible sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-866-500-8400 (statistiquesdutransport@statcan.ca), Division des transports. ■

Transport et distribution de gaz naturel

Avril à juin 2007

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril à juin sur le transport et la distribution du gaz naturel.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 129-0001 à 129-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Sondage sur la langue de travail

2007

Il est maintenant possible de consulter les données de 2007 du Sondage sur la langue de travail.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 5134.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, composez sans frais le 1-866-558-2947 ou communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-3321 ou composez sans frais le 1-800-461-9050 (des@statcan.ca), Division des enquêtes spéciales. Télécopieur : 613-951-4527. ■

Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés

Novembre 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de novembre sur l'approvisionnement, l'utilisation et les ventes intérieures de produits pétroliers raffinés.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 134-0001 à 134-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Le numéro de novembre 2007 de la publication *Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés au Canada*, vol. 62, n° 11 (45-004-XWF, gratuite), est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la Section de marketing et diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

Direction des études analytiques : documents de recherche : «Sécurité et stabilité du revenu à la retraite au Canada», n° 306
Numéro au catalogue : 11F0019MIF2008306
(gratuit).

Approvisionnement et utilisation des produits pétroliers raffinés au Canada, novembre 2007, vol. 62, n° 11
Numéro au catalogue : 45-004-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

• Le titre • Le numéro au catalogue • Le numéro de volume • Le numéro de l'édition • Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le :	1-800-267-6677
Pour les autres pays, composez le :	1-613-951-2800
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le :	1-877-287-4369
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le :	1-877-591-6963

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Catalogue 11-001-XIF 11-070-150-00000001	
 Le Quotidien Statistique Canada	
Le jeudi 6 mars 1997 Deuxième édition à 8 h 30	
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS	
● Transport urbain, 1996 Malgré la priorité accordée aux services de transport urbain, les Canadiens y ont de moins en moins recours. En 1996, les Canadiens ont effectué en moyenne quelque 45 déplacements au travail et les services de transport urbain, soit le niveau le plus bas enregistré au cours des 25 dernières années. ● Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'œuvre, 1996 À l'instar de la croissance de l'emploi et des emplois, la hausse de la productivité des entreprises canadiennes en 1996 a été, contrairement aux attentes, négative.	2 5
AUTRES COMMUNIQUÉS	
- Indice des offres d'emploi, mai 1997 - Enquête sur les entreprises à court terme - Aide au revenu personnel, nombre de bénéficiaires le 31 mai 1997 - Production d'œufs, avril 1997	10 10 11 11
NOUVELLES PARUTIONS	
	12
 Statistique Canada	
 Canada	

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.